

# VOTEZ POUR LES ENFANTS



DEFENDRE les droits de l'enfant  
lors des élections du Parlement européen

**S'engager à devenir un  
#ChildRightsChampion**



# Le saviez-vous ?

1/4

1 enfant sur 4 est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union européenne



Dans le monde, plus d'1 enfant sur 6 vit dans une zone de conflit.



En Europe, 9 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 10 à 19 ans étaient sujets à un problème de santé mentale en 2021.



Environ 1 milliard d'enfants sont extrêmement exposés aux conséquences de la crise climatique.



En Europe, 1 enfant sur 5 est victime de violences et d'abus sexuels, aussi bien en ligne qu'hors ligne, les filles étant particulièrement vulnérables.



Il est estimé que 5,4 millions d'enfants dans le monde vivent dans des institutions préjudiciables, et dans des proportions préoccupantes dans l'UE.



Chaque année, on estime que 250 000 enfants sont portés disparus en Europe.



Dans le monde, 250 millions d'enfants âgés de 6 à 18 ans ne sont pas scolarisés, les filles étant affectées de manière disproportionnée.



6,6 millions d'enfants issus de l'immigration vivaient dans un État membre de l'UE en 2022. Ils courent un risque accru de pauvreté, de discrimination et d'exclusion au sein de l'UE, ainsi que d'abus à ses frontières.



Toutes les 10 minutes au moins, un enfant apatride naît quelque part dans le monde.

# Que pouvez-vous faire ?

## **S'engager pour devenir un #ChildRightsChampion.**

Nous avons besoin d'une Union européenne (UE) qui agisse en faveur de chaque enfant – dans le cadre des actions intérieures et extérieures de l'UE – indépendamment de son identité, de son lieu de résidence, de ses origines et de la manière dont il exprime sa personnalité la plus authentique. Chaque enfant doit jouir des mêmes droits et vivre à l'abri de toute forme de discrimination.

En tant que futur membre du Parlement européen (PE), nous vous demandons de placer les droits de l'enfant au cœur de votre mandat. Votre travail futur pour protéger les enfants à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne doit s'inscrire dans les droits, les valeurs et les recommandations de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, ratifiée par tous les États membres de l'UE, dans l'article 3 du traité sur l'Union européenne et dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Vous devez veiller à ce qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte et à ce que les politiques de l'UE et leur mise en œuvre ne nuisent pas aux enfants.

**La coalition #VoteforChildren , composée de 23 organisations de défense des droits de l'enfant, vous appelle, ainsi que tous les candidats aux élections européennes, à garantir et à faire progresser les droits de l'enfant en :**

**1**

**Généralisant et protégeant les droits de l'enfant**

**2**

**Rompres le cycle de la pauvreté et de l'inégalité en investissant dans les enfants**

**3**

**Collaborer avec les enfants**

**1****Généralisant et protégeant les droits de l'enfant**

Les décisions prises au niveau de l'UE ont un impact direct sur la vie des enfants, dans l'UE et dans le monde. Les droits des enfants et leur bien-être devraient figurer parmi les principales priorités des partenariats et de l'élaboration des politiques de l'UE. Cependant, l'intérêt supérieur de l'enfant est rarement au premier plan de ces processus. Les enfants paient le plus lourd tribut : ils sont souvent les plus touchés par la pauvreté et la récession économique, les conséquences du changement climatique et les atteintes à l'environnement, le recul des politiques sociales et la multiplication des conflits. Dans une société de plus en plus numérisée, les enfants sont également exposés aux risques en ligne.

Dans ce contexte, il est impératif, aujourd'hui plus que jamais, que l'UE généralise les droits de l'enfant, donne la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant et adopte une approche fondée sur les droits de l'enfant en tant que principes fondamentaux guidant toutes les décisions, actions et investissements de l'UE.

**2****Rompre le cycle de la pauvreté et de l'inégalité en investissant dans les enfants**

En Europe, 20 millions d'enfants sont menacés par la pauvreté. À l'échelle mondiale, ce chiffre s'élève à un milliard d'enfants. La lutte contre la pauvreté infantile est cruciale pour l'UE. La pauvreté infantile a des répercussions négatives sur de nombreux aspects de la vie d'un enfant, entravant ses conditions de vie et son développement personnel, avec des conséquences durables sur plusieurs générations.

Pour briser ces cycles de désavantages, l'UE doit continuer à donner la priorité à la lutte contre la pauvreté infantile. L'accès universel à des services essentiels de qualité, tels que les soins de santé (y compris la santé mentale), l'éducation, le logement et la nutrition pour tous les enfants et leurs familles, est primordial. Il est également essentiel de garantir à tous les enfants le droit à un acte de naissance et à une nationalité, condition préalable à l'exercice de nombreux autres droits fondamentaux. En adoptant ces mesures, l'UE peut réduire l'impact négatif de la pauvreté et favoriser un environnement dans lequel les enfants peuvent réaliser tout leur potentiel.

**3****Collaborer avec les enfants**

Les enfants ont le droit de participer et d'être entendus sur toutes les questions qui les concernent. En tant qu'experts de leur propre vie, ils devraient être activement impliqués dans toutes les politiques, décisions et procédures à tous les niveaux qui pourraient les concerner. La participation des enfants favorise leur développement global et leur donne les moyens d'être des agents du changement. En retour, elle favorise une citoyenneté active et contribue à des sociétés plus inclusives et à des démocraties saines. L'UE a démontré son rôle de premier plan dans la promotion et le renforcement de la participation des enfants en mettant en place la toute première plateforme de participation des enfants de l'UE afin de faciliter le rôle actif des enfants dans l'élaboration des lois et des politiques européennes.

Il est crucial que les décideurs de l'UE, en particulier les futurs membres du Parlement européen, continuent à montrer l'exemple et à garantir une participation des enfants fondée sur les droits, significative, inclusive et sûre, impliquant les enfants de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE dans tous les débats et toutes les décisions qui affectent leur vie.

# Agir en tant que #ChildRightsChampion

Afin de répondre aux besoins de tous les enfants au cours de la législature 2024–2029 du Parlement européen, je m'engage à :

1. Promouvoir et protéger les droits de tous les enfants, indépendamment de leur nationalité, de leur identité de genre, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur langue, de leur orientation sexuelle, de leur statut migratoire, de leur handicap ou de toute autre circonstance ou condition, dans le cadre des **processus législatifs, des décisions de financement et des débats internes et externes de l'UE**.
2. Garantir une gouvernance solide au sein du Parlement européen qui travaille pour les enfants en renforçant le mandat du **coordinateur des droits de l'enfant du Parlement européen** et en rétablissant **l'intergroupe sur les droits de l'enfant**, entre autres.
3. Demander une **évaluation de l'impact sur les droits de l'enfant** de toute nouvelle proposition législative et soutenir les législations qui garantissent un impact positif pour les enfants.
4. Garantir **un budget européen centré sur l'enfant**, qui concerne tous les enfants dans le cadre des instruments de financement internes et externes actuels et futurs de l'UE, et veiller à ce que la Commission européenne suive et rende compte des dépenses liées aux droits de l'enfant.
5. Demander à la Commission européenne de renouveler son engagement à donner la priorité aux droits de l'enfant, en assurant une gouvernance forte sur les droits de l'enfant, en révisant **la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant**, et en s'assurant qu'elle est effectivement mise en œuvre par le biais de plans d'action nationaux qui sont dotés de ressources et d'un suivi adéquats.
6. Veiller à ce que la lutte contre **la pauvreté des enfants et des familles** reste une priorité politique pour le Parlement européen en soutenant le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation appropriés de la **garantie européenne pour l'enfant**.
7. Investir du temps et des ressources pour faciliter **une participation significative, inclusive et sûre des enfants** à tous les processus et débats législatifs de l'UE qui les concernent et garantir que la Plateforme européenne de participation des enfants est systématiquement utilisée dans l'élaboration des politiques du Parlement européen.
8. Collaborer régulièrement avec des **organisations de la société civile** qui travaillent pour et avec les enfants.

Pour signer le Manifeste des Droits de l'Enfant, veuillez scanner le code QR

